

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
{Non Renseigné}

Commune à compléter, le 10/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

*Installation n°66-1374*

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CATALOGNE ENROBES SARL**

Lieu dit Les Esperes

66390 BAIXAS

Références : 2022-028-PR/EX

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement CATALOGNE ENROBES SARL implanté Lieu dit Les Esperes 66390 BAIXAS. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour la société CATALOGNE ENROBES de 7 ans. La précédente inspection a été effectuée le 02/06/2014.

L'inspection a pour objet de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'autorisation préfectorale.

Le référentiel d'inspection utilisé est :

- l'AP n° 3026/95 autorisant la création et l'exploitation d'une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Baixas, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2014.

Une plainte du 6 avril 2021 pour "effluves irritantes et très odorantes", en date du 6 avril 2021, a été transmise à la préfecture par un habitant du village de Baixas.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CATALOGNE ENROBES SARL
- Lieu dit Les Esperes 66390 BAIXAS
- Code AIOT dans GUN : 0006601374
- Régime : Enregistrement
- Arrêté préfectoral du 31/10/1995

La société CATALOGNE ENROBES, composée à 85 % par EUROVIA Languedoc Roussillon (depuis 2017) et 15 % par EIFFAGE, exploite une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur la commune de Baixas depuis 1995.

Pour les années 2019, 2020 et 2021 ont été produites respectivement 88 966, 87441, 90 000 tonnes d'enrobés ont été produits.

La centrale d'enrobage de Baixas permet un recyclage des fraisats/croûtes d'enrobés jusqu'à 35 %

(limite technique des installations). L'objectif moyen d'agrégats recyclés, incorporés dans la production d'enrobés, est de 20 %.

En 2021, 21,5% de la production a été faite avec des formulations optimisées, plus économe en énergie.

Les bitumes proviennent d'Eurovia (Asphaltex - Fos sur mer).

Le stockage s'effectue dans :

- 3 cuves de bitume de durétés différentes, 2 x 60m<sup>3</sup> et 1 x 80 m<sup>3</sup>.
- 1 cuve de fioul BTS de 80m<sup>3</sup> pour alimenter le brûleur du tambour malaxeur.

Le chauffage du bitume est électrique entre 130 et 150°C.

L'activité comporte également une "centrale à blanc" qui produit des graves ciment (2 400 t en 2021, 1 892 t en 2020). Les deux silos de ciment routier contiennent 50t et 55t soit environ 189m<sup>3</sup>.

Les productions sont utilisées pour des chantiers situés dans le département des Pyrénées-Orientales.

En permanence trois personnes sont présentes sur le site : le chef de poste, l'opérateur et le chauffeur de la chargeuse. Ce personnel de la société CATALOGNE ENROBES est salarié par EUROVIA.

#### Historique administratif du site :

Initialement cette installation était soumise au régime de l'autorisation sous la rubrique 2521-1 « Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud » et a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 31/10/1995 mis à jour arrêté du 18/08/2014 en ce qui concerne les rubriques.

Suite à une modification de la nomenclature ICPE, par décret du 09/04/2019, le régime de la rubrique 2521 (sans seuil) est devenu « enregistrement ».

Les rubriques ICPE 1432 et 1520 ont été supprimées le 1 juin 2015 et l'exploitant explique ne plus utiliser de fluide caloporteur visé par la rubrique 2915 modifiée le 12 mai 2020

Au regard des évolutions réglementaires le tableau de classement des activités ICPE serait le suivant :

Rubrique	Désignation de l'installation	Seuil	Volumes / Surfaces	Régime
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers	-	200 tonnes / h	E
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	50 t ≤ Q < 500 t	205 t	D
4734	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	50t< quantité	Environ 5,3 t	NC
2516	Station de transit de minéraux pulvérulents non ensachés	5000m <sup>3</sup> <V<25000 m <sup>3</sup>	180m <sup>3</sup>	NC
2517	Station de transit de minéraux ou déchets non dangereux	5000m <sup>2</sup> <V<10000 m <sup>2</sup>	<5000m <sup>2</sup>	NC

L'exploitant n'a pas demandé l'applicabilité des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 09/04/2019 relatives aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique 2521 (article 1er du dit l'arrêté), les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 1995 sont donc toujours applicables. Les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 2 février 1998 et du 4 octobre 2010 relatifs aux ICPE soumise à autorisation ne sont plus applicables à l'installation.

#### Evolution de l'installation depuis sa création :

- installation d'une chauffe électrique sur les cuves de bitume (2008)
- suppression du fluide caloporteur (cuve bitume en 2008 + chauffe des enrobés en 2016)
- construction d'une nouvelle cabine de commande en 2016
- changement de tous les automatismes en 2016 (commande et puissance)
- brûleur neuf en 2016
- nouveau tapis peseur en 2016

### Nouvelle centrale d'enrobage :

L'exploitant explique son projet d'implanter sur un autre emplacement une nouvelle station d'enrobage au bitume, d'une capacité de production de l'ordre de 350t/h et une production de l'ordre de 100 000 t/an, complétée une station de transit et de concassage de minéraux, répondant à plusieurs contraintes et évolutions :

- se soustraire à l'environnement urbanisé de Baixas en s'installant sur une autre commune du département,
- disposer d'une installation plus performante,
- disposer de granulats à proximité immédiate livrable par dumpers (Lafarge Espira de l'Agly),
- disposer d'une installation au gaz (en remplacement du fioul actuel).

Le dossier de demande d'enregistrement est en cours d'élaboration (société Evolutys), pour un dépôt de dossier prévu fin avril 2022 et une mise en service envisagée fin 2023.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- effluents
- prévention des risques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Corrections à apporter</b>
Etendue de l'autorisation	AP Complémentaire du 18/08/2014, article 1	mise à jour du classement des activités
Plans	Arrêté Préfectoral du 26/01/1995, article 2.1	mettre en cohérence les installations, les aménagements et le plan.
Eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.2.1 (annexe technique)	dispositions pour que les eaux d'extinction incendie ne puissent pas polluer.
Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.1 (annexe technique)	s'assurer de la conformité des installations électriques en zone ATEX
Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.2 (annexe technique)	redéfinir la position et le nombre d'extincteurs (évolution de l'installation)
Registre de sécurité	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.3.2 (annexe technique)	réaliser un exercice incendie et le consigner dans le registre de sécurité

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>
Rapport sécurité-environnement	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article 2.2
Disposition générales effluents	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.1 (annexe technique)
Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.2 (annexe technique)
Prevention pollution atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article IV (annexe technique)
Contrôle des matériels	Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.5 (annexe technique)

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

- aucun fait non-conforme nécessitant des suites,
- 6 faits susceptibles de suites administratives.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

L'activité principale "Enrobage au bitume de matériaux routiers" de l'installation relève aujourd'hui de l'enregistrement (suite au décret n°2019-292 du 9 avril 2019), auparavant elle relevait du régime de l'autorisation.

En conséquence l'installation n'est pas soumise aux prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants :

- arrêté du 9 avril 2019 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique 2521 (article 1er du dit l'arrêté). L'exploitant n'a pas demandé son applicabilité à son installation (en application de l'article 1er du dit l'arrêté),
  - arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
  - arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31/10/1995 demeure applicable.

Il ressort de ces éléments que les seules prescriptions des arrêtés préfectoraux de 1995 et 2014, anciens, sont insuffisantes pour encadrer les activités de l'installation.

Il devrait donc être envisagé, un arrêté préfectoral complémentaire, pour compléter le cadre prescriptif s'imposant au fonctionnement de l'installation.

Compte-tenu de la volonté de l'exploitant de créer une nouvelle installation sur une autre commune et de cesser l'activité actuelle sur la commune de Baixas, l'inspection propose de différer de dix mois, à compter de la notification du présent rapport, la transmission à monsieur le Préfet du projet d'un nouvel arrêté préfectoral prescriptif, pour l'installation de Catalognes Enrobés à Baixas. Ce renforcement des prescriptions sera abandonné dans le cas où l'exploitant a déposé dans l'intervalle une demande du dossier d'enregistrement pour la nouvelle installation ; dans cette hypothèse un dossier de cessation d'activité devra être déposé par l'exploitant pour le site actuel.

## 2-4) Fiches de constats

Les fiches de constats sont classées en deux catégories :

2-4-1. Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives

2-4-2. Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives

### 2-4-1. Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

**Nom du point de contrôle :** Rapport sécurité-environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article 2.2
<b>Prescription contrôlée :</b> avant le 15 février de chaque année, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées, une synthèse des incidents, accidents, alarmes, exercices, et autres événements importants pour la sécurité ou l'environnement survenus au cours de l'année précédente.
<b>Constats :</b> L'exploitaion présente le rapport annuel "sécurité environnement" de l'année 2020 et le projet de rapport pour l'année 2021.  Le projet annuel de rapport 2021 comprend notamment le reporting :  1- de deux incidents : choc chargeuse camion + plainte pour odeur (signalée par l'inspection des ICPE). 2- du contrôle des rejets atmosphériques 2021 par l'APAVE : aucune non conformité décelée pour les paramètres CO, Nox, COV totaux, CH4 COV non méthanique, poussières SO2 (pour les poussières valeurs 0,54 mg/m3 le 15/06/2021 pour 12,7/mg/m3 le 10/08/2020)  L'exploitant, à la demande de l'inspection, précise les analyses de poussières plus ancienne et les dates de changement des manches de filtration (480 unités) : - 24/01/2016 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence) - 20/07/2018 Contrôle APAVE, 0,26 mg/m3 de poussières - 14/01/2019 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence) - 16/08/2019 Contrôle APAVE, 6,25 mg/m3 de poussières - 10/08/2020 Contrôle APAVE, 12,7 mg/m3 de poussières - 24/08/2020 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence) - 15/06/2021 Contrôle APAVE, 0,54 mg/m3 de poussières - prévision 08/2022 Changement de la filtration  L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport "sécurité environnement" 2020 et le projet 2021, tel que défini à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 31/10/1995.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Disposition générales effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.1 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
<b>Constats :</b> Le cheminement des eaux pluviales de station de transit (installation <5000 m <sup>2</sup> non classée) est indépendant du reste du site et ne dispose d'aucun exutoire, les eaux s'infiltrant naturellement sur la plateforme. Les cuves de bitume et d'hydrocarbure sont installées sur rétention interdisant donc le rejet direct dans le milieu. Pour le reste du site (centrale d'enrobage et centrale "à blanc") les eaux sont dirigées vers le point bas situé en pied de l'ancien front d'extraction, muni d'un fossé collecteur en béton dirigeant les eaux vers un séparateur à hydrocarbure dont les dernières vidanges ont été faites le 20/07/2016 et 17/06/2020 par pompage de la société La Pyrénéenne (présentation par l'exploitant des bordereaux d'élimination correspondants). La prochaine vidange est prévue au premier trimestre 2022 par société par Action Environnement. Ces eaux sorties de ce dispositif sont dirigées vers un mini-bassin sans exutoire.  Le site est une cuvette (ancien "carreau" de carrière) sans exutoire. L'installation n'est pas à l'origine de déversement direct ou indirect vers le voisinage puisque il n'y a pas d'exutoire et les produits d'origine pétrolière seront retenus en cas de fuite accidentel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Prévention pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.2 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matière qui de par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur. Notamment, mes matériaux utilisés pour la construction des appareils pouvant contenir des effluents liquides seront résistants à l'action de ces effluents et le sol des endroits où seront stockés ou manipulés des produits liquides pouvant être à l'origine d'une pollution par suite d'un incident ou d'un sinistre devront être étanches et aménagés de façon à former une cuvette de rétention d'une capacité suffisante pour contenir les produits déversés ainsi que les agents de protection et d'extinction utilisés.
<b>Constats :</b> Les cuves de bitumes et de fioul sont sur une rétention maçonnée en bon état. L'Evotherm permettant d'abaisser la température de production est sur rétention, ainsi que le débituminant Solvester 18-18.  Les rétentions des effluents liquides sont résistants, étanches et de capacité suffisante.
<b>Observation :</b> l'étiquette d'identification du débituminant est non visible (à remplacer).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Prévention pollution atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article IV (annexe technique)

**Prescription contrôlée :**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricoles, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

Toutes dispositions seront prises pour limiter ou éviter le rejet à l'atmosphère des vapeurs d'hydrocarbures selon la réglementation en vigueur.

La cheminée aura une hauteur de 18 mètres.

Teneur en poussières :

La teneur en poussières des gaz émis ne devra pas dépasser 0.07g/NM3 (gramme de poussière par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur).

Le contrôle de la quantité de poussières émises sera effectué en début de campagne par un organisme agréé. les résultats seront portés à la connaissance de l'inspecteur de l'installation.

**Constats :**

L'exploitant indique que la cheminée a été rehaussée jusqu'à une hauteur de 21 mètres.

La teneur en poussières des gaz émis contrôlée est toujours inférieure à la valeur limite de l'arrêté préfectoral fixée à 0,07g/m3 (soit 70mg/m3) :

- 20/07/2018 Contrôle APAVE, 0,26 mg/m3 de poussières
- 16/08/2019 Contrôle APAVE, 6,25 mg/m3 de poussières
- 10/08/2020 Contrôle APAVE, 12,7 mg/m3 de poussières
- 15/06/2021 Contrôle APAVE, 0,54 mg/m3 de poussières

L'exploitant change périodiquement la filtration complète de son installation (480 manches) :

- 24/01/2016 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence)
- 14/01/2019 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence)
- 24/08/2020 Changement de la filtration (Roux filtration – Aix en Provence)
- prévision août /2022 changement de la filtration

Une plainte du 6 avril 2021, relative aux "effluves irritantes" de l'installation, a été transmise à la préfecture. L'exploitant informé par l'inspection a indiqué qu'aucun incident de fonctionnement n'a été noté pour cette période et que les contrôles des rejets atmosphériques de l'APAVE 2020 et 2021 (période qui encadre la date de la plainte avec aucun remplacement de la filtration) ont montré une conformité pour les VLE réglementaires suivantes : CO, Nox, COV totaux, CH4 COV non métanique, poussières, SO2.

Lors de la visite, l'inspection ne constate aucune odeur significative (un vent de nord-ouest est établi).

Les dispositions de changement de filtre sont prises pour limiter ou éviter le rejet à l'atmosphère des vapeurs d'hydrocarbures selon la réglementation en vigueur. La hauteur de la cheminée est supérieure à 18 mètres.

Les résultats de la quantité de poussière émise ont été portés à la connaissance l'inspection pour les dernières années.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Contrôle des matériels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.5 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute observation dans les plus brefs délais.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le registre de sécurité qui comprend les dates de contrôle annuel des extincteurs de manière continue depuis février 2005 (les contrôles sont effectués par SICLI depuis 2014). Le contrôle annuel 2021 ne fait apparaître aucune anomalie.  Le contrôle annuel des extincteurs est réalisé et reporté sur le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## 2-4-2. Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

**Nom du point de contrôle :** Etendue de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/08/2014, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> *2521-1 Centrale d'enrobage, quantité 200 t/h (régime d'Autorisation) ; *1520-2 Dépôt de matière bitumineuse, seuil 50t/Q<500t, quantité 205 t (régime de Déclaration) *1432-2b Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables, seuil 10m3<Ceq<100m3, quantité 6.3 m3 (non classé) *2915-2b Chauffage (procédés de ) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, seuil 250 l>V, quantité >200 l (non classé) *2516 Station de transit de matériaux pulvérulents non ensachés, seuil 5000m3>V>25000m3, quantité 180 m3 (non classé) *2517 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, seuil 5000m <sup>2</sup> >S>10000m <sup>2</sup> , quantité <5000 m <sup>2</sup> (non classé)
<b>Constats :</b> L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/08/2014 précise les activités et rubriques ICPE correspondantes, relatives à l'installation. <ul style="list-style-type: none"><li>• la rubrique 2521-1 est passée d'autorisation à enregistrement depuis le 9 avril 2019</li><li>• la rubrique 1432 supprimée le 1 juin 2015 et remplacée par la rubrique 4734</li><li>• la rubrique 1520 supprimée le 1 juin 2015 et remplacée par la rubrique 4801</li><li>• l'exploitant indique ne plus disposer de liquide caloporteur visé à la rubrique 2915 modifié le 12 mai 2020</li></ul> Compte tenu de l'évolution de la nomenclature ICPE et des évolutions de l'installation 2014, il est demandé à l'exploitant de procéder à une mise à jour du classement des activités visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/08/2014 de la société CATALOGNE ENROBES. Ces éléments seront à adresser au service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant :</b>

## Nom du point de contrôle : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/1995, article 2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice du respect des prescriptions visées ci-dessus, les installations seront disposées et aménagées conformément : - aux plans et données techniques .....
<b>Constats :</b> Il est constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- un bassin étanche (bache de 120 m<sup>3</sup>) alimenté par le réseau AEP qui alimente en gravitaire la centrale à blanc alimente en gravitaire.</li><li>- une vanne d'isolement du bassin d'eau.</li><li>- une station de transit de minéraux, en cuvette, indépendante dans le traitement des ses eaux pluviales du reste de l'installation (infiltration sans exutoire)</li><li>- une plateforme pour la centrale d'enrobage et à blanc pour la quelle l'ensemble des eaux sont toute dirigées vers un séparateur à hydrocarbure. Qui se rejette dans un bassin rétention bétonné.</li><li>- absence de trop plein ou exutoire (site en cuvette carré d'une ancienne carrière).</li><li>- absence de prélèvement d'eau dans le milieu</li><li>- une zone de stationnement des véhicules différente du plan du 21/07/2014.</li><li>- une nouvelle cabine de commande</li><li>- un local compresseur à air</li></ul> <p>Les installations (stationnement, local compresseur d'air, nouvelle cabine...) ont évolué et ne sont plus conformes au plan du 27/07/2014 présenté. Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence les installations, les aménagements et le plan.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponses de l'exploitant</b>

## Nom du point de contrôle : Eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article III.2.1 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions devront être prévues de façon à ce que les eaux éventuellement employées pour combattre un incendie ne puissent être à l'origine de pollutions...
<b>Constats :</b> Le site est une cuvette (ancien "carreau" de carrière) sans exutoire. Les eaux de ruissellement sont dirigées vers le point bas de la plateforme au pied de l'ancien front de taille. Elles transitent par un morceau de fossé bétonné alimentant un séparateur à hydrocarbure qui se déverse dans un "mini-bassin" non étanche.  1- les surfaces de collecte des eaux d'extinction En cas d'incendie l'ensemble des eaux d'extinction ne pourra être collecté faute de surfaces totalement étanches jusqu'au point bas. En effet les surfaces sont en parties perméables (graves naturelles).  2- la rétention des eaux d'extinction Aucun bassin étanche ou rétention ne permet de collecter les eaux d'extinction.  <u>Ecart à corriger par l'exploitant :</u> Prendre les dispositions pour que les eaux d'extinction incendie ne puissent pas polluer. - Les surfaces susceptibles de recevoir des eaux d'extinction incendie doivent toutes être étanches et permettre leur collecte vers le point de rétention. - L'exploitant doit disposer d'une rétention étanche assurant que l'ensemble des eaux d'extinction (fournir le dimensionnement) puisse être collecté au point bas de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse de l'exploitant</b>

## Nom du point de contrôle : Matériel électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.1 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques devront être réalisées conformément aux règles de l'art et aux normes. Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état et protégés des corrosions et chocs. Des rapports de contrôle seront établis et devront être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées à sa demande.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait contrôler ses installations une fois par an (en général au mois d'août). Les visites de contrôle sont référencées dans le registre de sécurité depuis 1997.  L'exploitant présente le rapport de contrôle APAVE du 30/08/2021. Deux anomalies y sont listées : - liaisons équipotentielle déconnectées – résolues le 07/10/2021 par une reconnection - fixation prise de courant non réalisée – résolue le 07/10/2021 par la suppression de la prise Le parafoudre sur les installations électriques a été vérifié par l'APAVE (page 23 du document).  L'exploitant indique qu'une de deux zones Atex identifiées par l'étude VERITAS en 2006 a été supprimée (réfectoire). Selon l'exploitant, il reste une zone ATEX (deux bouteilles de 32 kg de gaz pour le démarrage bruleur au lieu d'une seule en 2006).  L'organisme de contrôle APAVE indique que lui manque les déclarations CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion.  L'exploitant doit redéfinir sa(ses) zone(s) ATEX et le contrôle électrique doit faire apparaître clairement la conformité des matériels situés dans ses zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle :** Protection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.2 (annexe technique)

**Prescription contrôlée :**

Tous les emplacements susceptibles d'être à l'origine d'un début d'incendie doivent être protégés par des extincteurs portatifs ou sur roues, efficaces pour les feux susceptibles de se reproduire et conformes aux normes homologuées.

Leur position et leur nombre seront définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements à protéger et selon les règles professionnelles d'usage.

### Constats :

L'exploitant présente le registre de sécurité qui comprend les dates de contrôle annuel des extincteurs et leur plan de localisation.

Au regard de l'évolution des installations (local compresseur, doublement du volume de gaz pour le démarrage du brûleur - zone ATEX, nouvelle cabine de commande...), il est demandé à l'exploitant de redéfinir la position et nature des extincteurs portatifs ou sur roues en fonction des emplacements à protéger avec une validation de l'organisme de contrôle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

**Réponse de l'exploitant :**

**Nom du point de contrôle :** Registre de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/1995, article V.3.2 (annexe technique)
<b>Prescription contrôlée :</b> La date des exercices et essais périodiques des matériels de d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu, sont consignés sur un registre d'incendie.
<b>Constats :</b> Une seule formation est identifiée (formation à l'utilisation d'extincteur de 2006) sur le registre. Aucun exercice incendie n'apparaît sur le registre de sécurité et aucun n'a eu lieu pour cette installation, à la connaissance des interlocuteurs Catalogne Enrobés et Eurovia.  <u>Ecart à corriger par l'exploitant :</u> Il est demandé à l'exploitant de réaliser un exercice de simulation d'application des consignes incendie et de le consigner dans le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse de l'exploitant :</b>